



OFDIG

Observatoire francophone
pour le développement
inclusif par le genre

Déploiement d'une infrastructure de données quantitatives sur l'égalité femmes-hommes: défis, processus et outils technologiques

Sous la direction de
Marina Hesham
Marie Langevin
Catherine Bourassa-Dansereau

Cahier de recherche
No 09-2026

UQÀM

AUF



Mention légale

Le contenu de ce cahier de recherche n'engage que ses autrices.

Cahier de recherche OFDIG n° 09-2026

Déploiement d'une infrastructure de données quantitatives sur l'égalité femmes-hommes:
défis, processus et outils technologiques

Marina Hesham, Marie Langevin et Catherine Bourassa-Dansereau

ISBN :

Version numérique 978-2-9823580-1-0

Dépôt légal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2026

À propos de l'OFDIG

La mission de l'OFDIG est de favoriser l'égalité femmes-hommes et d'accroître l'autonomie et le pouvoir d'agir des femmes et des filles au sein des milieux économiques, des systèmes éducatifs, du domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, trois secteurs-clés du développement inclusif.

L'OFDIG fait avancer et consolide, entre autres, les connaissances sur le développement inclusif par le genre et l'égalité femmes-hommes dans la francophonie internationale. De façon concrète, les objectifs spécifiques de l'OFDIG sont de:

- Produire des données fiables sur le développement inclusif par le genre au sein de la Francophonie.
- Mettre en place un réseau d'expert-e-s francophones sur le développement inclusif par le genre (DIG) et les études féministes dans les milieux économiques, les systèmes éducatifs, le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- Développer des outils et des guides de bonnes pratiques à destination de la Francophonie institutionnelle, du secteur privé et de la société civile, pour la mise en place d'actions favorables au DIG.
- Soutenir les partenaires dans la conception et la mise en place de leurs politiques de développement inclusif par le genre dans des perspectives féministes, en particulier pour les femmes et les filles (formations, accompagnement à l'élaboration des plaidoyers, des politiques et plans d'action, appui technique).
- Promouvoir des milieux libres de toutes violences fondées sur le genre.

Axes de recherche

La programmation scientifique de l'Observatoire vise à faire avancer et consolider les connaissances sur le développement inclusif par le genre (DIG) et l'égalité femmes-hommes (EFH) dans la Francophonie en mobilisant des approches féministes, inclusives et décoloniales de coconstruction des savoirs, notamment dans les antennes régionales de l'Observatoire en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et des Grands Lacs, ainsi que dans les Amériques.

Axe 1 : Portrait et documentation du développement inclusif par le genre (DIG) et de l'égalité femmes-hommes (EFH) dans la Francophonie

- Production de données qualitatives fiables sur le DIG permettant de rendre plus visibles les inégalités femmes-hommes dans les milieux économiques, les systèmes éducatifs, le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.
- Construction de catalogues d'indicateurs internationaux sur le DIG répertoriant les données déjà existantes. Évaluation critique de ces corpus de données à travers la prise en compte de la nature systémique des inégalités et documentation des dimensions invisibilisées des inégalités FH dans les secteurs clés du DIG (les milieux économiques, les systèmes éducatifs, le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche).
- Production de plaidoyers et appui aux organisations partenaires engagés pour l'inclusion des femmes et des filles dans les processus de développement inclusif.

Axe 2 : Cartographie et diffusion de pratiques partenariales féministes, inclusives et décoloniales en faveur de l'égalité femmes-hommes (EFH)

- Documentation, analyse et création de répertoires des bonnes pratiques favorisant le DIG et l'EFH dans la Francophonie dans les trois secteurs clés de l'OFDIG (les milieux économiques, les systèmes éducatifs, le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche).
- Avec les groupes partenaires, coconstruction et diffusion de guides, de protocoles et d'outils favorisant la recherche et les pratiques partenariales féministes, inclusives et décoloniales.
- Soutien aux pratiques partenariales féministes, inclusives et décoloniales des organismes et groupes partenaires.

Note sur les autrices

Marina Hesham est doctorante en économie à l'Université du Caire en Égypte et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en France. Elle est également assistante d'enseignement en économie au sein de la Faculté d'économie et de science politique à l'Université du Caire et collaboratrice en recherche à l'OFDIG. Ses intérêts de recherche portent sur les enjeux de genre en économie, la micro-économie et la microéconométrie.

Marie Langevin est professeure au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG UQAM) et codirectrice de l'OFDIG. Elle est membre de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) et du Centre de recherches sur les innovations sociales (CRISES). Titulaire d'un doctorat en études politiques, ses recherches se situent dans les champs de l'économie politique, des études critiques de développement et des études de genre.

Caterine Bourassa-Dansereau est professeure et chercheure au Département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle codirige, depuis sa création en 2022, l'OFDIG, issu d'un partenariat entre l'UQAM et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Elle est membre de plusieurs regroupements de recherche au Canada et à l'international. Ses intérêts de recherche portent sur les enjeux de genre et d'égalité, la recherche collaborative et partenariale, la communication interculturelle et les approches féministes.

Table des matières

Introduction	7
Motivation pour le projet inégalités femmes-hommes et développement: la nécessité des données fiables	9
Mise en place du projet d'infrastructure de données quantitatives sur l'EFH: méthodologie de recherche des données	13
Conclusion	15
Bibliographie	16

Introduction

La nécessité des données genrées est essentielle pour évaluer et analyser la situation des femmes. Sans données fiables, les décideurs politiques ne peuvent identifier les politiques et programmes nécessaires à l'amélioration du bien-être des femmes. Ainsi, les données genrées jouent un rôle fondamental dans l'évaluation des progrès en matière d'égalité de genre, notamment dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD) (Pryor et Seck, 2019).

Le manque de données genrées reste un problème persistant depuis plusieurs décennies. L'importance de leur collecte a été mise en avant pour la première fois, en 1974, lors du Huitième Congrès mondial de l'Association internationale de sociologie, aujourd'hui connue sous le nom de Comité de recherche sur les femmes et la société. Ce congrès a produit le premier manuel sur les données relatives aux femmes en préparation de la première conférence mondiale sur les femmes, tenue en 1975 à Mexico. Lors de la deuxième conférence, organisée en 1980 à Copenhague, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a été adoptée, établissant ainsi un cadre fondamental pour l'égalité de genre (Danner, Fort et Young, 1999). Ce mouvement international pour les données de genre s'est développé en parallèle des mobilisations politiques féministes.

Depuis les années 1970 et 1980, les mouvements féministes ont connu un essor mondial. Leur critique de la recherche universitaire sur les femmes repose sur une remise en question des biais masculins qui ont historiquement influencé ces travaux. En effet, les études sur les femmes ont été façonnées par une vision masculine de leur importance et des méthodologies employées. Cette approche, considérée comme sexiste, a implicitement véhiculé l'idée de différences naturelles entre les sexes. La diffusion de ces biais par la recherche a contribué à maintenir des dynamiques de pouvoir inégalitaires, renforçant ainsi la supériorité masculine (Duffy, 1985).

Malgré les avancées réalisées depuis les années 1980 en matière d'égalité de genre, le déficit de données reste un obstacle, y compris dans le cadre de l'agenda du développement durable. Par exemple, environ 50 indicateurs ont été définis pour analyser les dimensions liées au genre à travers les ODD. Cependant, seuls 22% d'entre eux sont régulièrement collectés par les États, illustrant ainsi l'ampleur du déficit en données genrées qui limite encore la recherche scientifique (Pryor et Seck, 2019). Cette lacune est généralisée à l'échelle mondiale, avec des disparités régionales. L'Asie du Sud affiche le taux de couverture le plus élevé (36%) (Beegle *et al.*, 2023).

Toutefois, évaluer la disponibilité des données de genre ne doit pas se limiter aux seuls indicateurs des ODD. Il est essentiel d'analyser la production de ces données aux niveaux national et régional. Une telle approche révèle que l'Afrique fait face à de nombreux défis en matière de production de données sur les femmes. Un rapport de Data2X (2019) a évalué cette production dans 15 pays africains. En moyenne, les bases de données nationales et internationales recensent 104 indicateurs liés au genre et au développement, mais seulement 52% d'entre eux disposent de données exploitables. De plus, ces données concernent majoritairement la santé, alors que les dimensions économiques, éducatives, politiques et environnementales sont largement sous-documentées.

Face à ces lacunes, notamment dans les dimensions économiques et éducatives, l'OFDIG a pour mandat de créer une base de données sur l'EFH dans les domaines économiques, éducatifs et de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce projet, harmonisé et en accès libre, se déploie en deux phases. La première, visant la constitution de répertoires de données, s'est achevée fin 2023 pour deux d'entre eux: l'un consacré aux indices et indicateurs du Développement inclusif et le genre (DIG) et l'autre aux unités de recherche sur le DIG en Afrique francophone. Le troisième, portant sur les bases de données statistiques sur le DIG, est en cours de développement pour la période 2024-2025.

Conscient de l'importance des données scientifiques pour une meilleure compréhension des enjeux du développement inclusif et des dynamiques d'égalité, l'OFDIG s'engage dans la création d'une première infrastructure de données quantitatives sur l'EFH. Ce projet s'inscrit en collaboration avec le Bureau des initiatives numériques, un service de soutien aux humanités numériques rattaché au Centre inter-universitaire de recherche sur la science et la technologie. Conçu comme un outil pédagogique destiné aux doctorant-es et chercheur-es, aux journalistes et aux spécialistes des politiques publiques, ce type d'infrastructure numérique facilitera la diffusion des données sur le DIG et l'EFH dans les secteurs clés de l'OFDIG.

Ce cahier de recherche met en lumière les lacunes des données nécessaires au développement inclusif par le prisme du genre et présente la base de données en cours de création par l'OFDIG. Dans un premier temps, il expose la motivation du projet en dressant un état des lieux des données genrées à l'échelle mondiale et africaine. Ensuite, il détaille la méthodologie employée pour la constitution de cette base de données.

Motivation pour le projet inégalités femmes-hommes et développement: la nécessité des données fiables

Les enjeux en matière de données sur EFH selon la littérature scientifique

La motivation derrière la mise en place de ce projet de répertoire de données sur l'égalité entre les hommes et les femmes découle principalement de l'existence d'un large fossé en matière de données genrées à l'échelle mondiale. Selon Ahn, Choi et Seo (2024), le concept de «fossé de données de genre» renvoie à un manque de connaissances sur la situation des femmes. Pour identifier ces lacunes, il est essentiel de définir ce que l'on entend par «données de genre». Ces dernières ne se limitent pas à des données simplement ventilées par sexe. Elles incluent également des informations sur des sujets spécifiques aux femmes, tels que la mortalité maternelle, les mariages précoces, les violences basées sur le genre ainsi que les normes et stéréotypes de genre qui perpétuent les inégalités dès l'origine (Fuentes et Cookson, 2020).

Face à ces insuffisances, la littérature scientifique a identifié plusieurs raisons expliquant le manque de collecte de données genrées. Sur le plan conceptuel, la recherche universitaire sur les femmes a historiquement été influencée par une vision masculine – notamment celle des hommes blancs – quant à l'importance des questions relatives aux femmes et aux méthodologies à employer. Cette approche, jugée sexiste, a implicitement véhiculé l'idée de différences naturelles entre les sexes, renforçant ainsi des rapports de pouvoir inégaux et une supériorité masculine présumée. Par conséquent, les hommes dominent la politique de la recherche, déterminant l'importance ou la validité des questions de recherche. Seules les recherches acceptées bénéficient d'un financement adéquat et d'une diffusion publique. Ainsi, de nombreuses questions essentielles concernant les femmes sont absentes de la littérature scientifique, en raison de la marginalisation des rôles et des expériences des femmes. Cette exclusion des femmes en tant qu'expertes approfondit davantage le fossé existant (Ahn, Choi et Seo, 2024). En somme, il est impératif de mener davantage de recherches sur les questions relatives aux femmes, en adoptant une approche à la fois sur les femmes et pour les femmes (Duffy, 1985).

La domination masculine dans la recherche universitaire entraîne deux conséquences majeures. Premièrement, les données collectées négligent souvent des sujets pertinents pour les femmes, mais jugés peu importants pour les hommes. En se concentrant uniquement sur des indicateurs considérés comme universels, on risque de perdre des informations cruciales spécifiques aux femmes. Deuxièmement, cette approche tend à comparer les expériences des femmes à celles des hommes, sans tenir compte des perceptions des femmes quant à ce qu'elles voient comme une réussite ou un accomplissement (Austen, Jefferson et Thein, 2003). Par exemple, en économie, les expériences des femmes sont souvent marginalisées. Un cas emblématique est l'absence de valorisation du travail domestique non

rémunéré des femmes dans les comptes nationaux. Pour remédier à cette lacune, il est essentiel de collecter des données précises sur l'utilisation du temps, permettant de quantifier le temps quotidien consacré par les femmes à ces activités (Danner, Fort, et Young, 1999).

Sur le plan méthodologique, une tendance à privilégier les données quantitatives est observable. Les données sont souvent réduites à des chiffres, tels que les pourcentages de femmes vivant sous le seuil de pauvreté ou les taux de violences basées sur le genre. Cependant, selon les critiques féministes, les données qualitatives – recueillies par le biais des groupes de discussion ou des entretiens – sont tout aussi essentielles. Elles permettent de donner la parole aux groupes marginalisés et de capturer des nuances que les données quantitatives ne peuvent révéler (Fuentes et Cookson, 2020).

En outre, l'interaction entre la géographie et le genre doit être prise en compte. Bien que les comparaisons internationales basées sur des indices homogènes soient utiles pour évaluer les progrès, les spécificités nationales et régionales doivent également être reflétées dans les données genrées. Il est donc recommandé d'élaborer des indicateurs adaptés aux contextes locaux, en fonction des défis spécifiques auxquels les femmes font face dans chaque région (Fuentes et Cookson, 2020).

En résumé, le fossé des données de genre résulte de deux dimensions principales. Premièrement, il découle de l'absence de collecte de données ciblant spécifiquement les femmes. Deuxièmement, il est lié à la sous-utilisation des données existantes. Ce déficit crée une boucle vicieuse qui persiste dans le temps et risque de se perpétuer dans les recherches futures.

Ces lacunes, dans la collecte et la production de données genrées, ont considérablement entravé l'évaluation précise de la situation des femmes. Cela se reflète dans l'incapacité des principaux indices à mesurer fidèlement les inégalités de genre. Par exemple, Stanton (2024) critique l'indice de développement de genre (IDG) du PNUD, soulignant ses limites. Premièrement, l'IDG dépend fortement de la qualité des données utilisées, souvent issues de sources internationales qui négligent les spécificités nationales. Deuxièmement, il se limite à trois dimensions – éducation, santé et revenu –, ce qui ne permet pas de capturer l'ensemble des inégalités de genre. Troisièmement, la dimension du revenu est souvent mal mesurée, car les données ne sont pas systématiquement ventilées par sexe. Enfin, l'IDG surestime les inégalités dans les régions où les disparités de revenu sont élevées, comme au Moyen-Orient, et les sous-estime dans les régions où les inégalités se concentrent dans l'éducation ou la santé, comme en Afrique subsaharienne et en Asie.

Par ailleurs, la recherche sur les crises naturelles constitue un exemple concret de la manière dont le fossé des données de genre représente un obstacle majeur pour l'étude des femmes, même en situation d'urgence. Eklund et Tellier (2012) montrent que les femmes sont plus vulnérables aux blessures et à la mortalité en situation de crise. Cette vulnérabilité ne peut être expliquée uniquement par des facteurs

biologiques ou psychologiques; les normes de genre jouent un rôle crucial. Par exemple, les femmes sont souvent moins mobiles que les hommes et assument davantage de responsabilités liées aux soins des enfants. Ainsi, la disponibilité de données désagrégées par sexe est essentielle pour identifier les groupes les plus vulnérables et concevoir des programmes d'aide adaptés.

Dans leur analyse de la gestion des crises sous l'angle du genre, les auteurs identifient trois lacunes majeures. Premièrement, les données quantitatives font largement défaut, rendant difficile l'évaluation des différences entre les sexes. Deuxièmement, l'absence de données de référence collectées avant les crises limite la précision des analyses. Troisièmement, la plupart des études sur les crises ne prennent pas en compte une approche genrée, ce qui empêche une compréhension complète des impacts différenciés selon le genre.

En somme, les lacunes en matière de données genrées constituent un défi majeur pour la compréhension et la résolution des inégalités entre les sexes. Ces lacunes se manifestent à plusieurs niveaux: l'absence de collecte de données spécifiques aux femmes, la sous-utilisation des données existantes et la prédominance de méthodologies qui négligent les dimensions qualitatives et contextuelles. Le fossé des données de genre est particulièrement visible dans des domaines critiques tels que l'économie, l'éducation, la santé et les situations d'urgence, où les expériences des femmes sont souvent marginalisées ou ignorées.

Les particularités pour le contexte africain

Les lacunes en matière de données genrées en Afrique s'enracinent dans des défis conceptuels, méthodologiques et contextuels qui ont évolué au fil du temps, mais qui persistent encore aujourd'hui. Historiquement, un problème majeur a été la dépendance des données genrées aux idéologies occidentales, qui ne reflètent pas les réalités des femmes dans les pays en développement. Comme l'explique Jaquette (2017), les pratiques de développement, dominées par les économies et les idées occidentales, ont longtemps négligé le rôle des femmes en Afrique. Pendant des décennies, les femmes africaines ont été perçues uniquement comme des femmes au foyer, une représentation qui ignore leur participation active à des secteurs clés tels que l'agriculture. En réalité, les femmes africaines jouent un rôle économique crucial en soutenant leurs familles et en développant une expertise agricole, une contribution largement ignorée par les programmes de développement occidentaux (Danner, Fort et Young, 1999).

Face à ces défis, on peut observer les efforts africains en vue d'améliorer la recherche sur le genre. Dans les années 1970 et 1980, les mouvements féministes africains ont commencé à émerger pour combler ces lacunes. En 1977, l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AAWORD) a été créée pour définir un agenda féministe adapté au contexte africain. Cependant, comme le soulignent Ampofo *et al.* (2004), la recherche sur les questions de genre en Afrique reste

confrontée à des obstacles persistants. Premièrement, elle se concentre souvent sur des programmes d'aide spécifiques, tels que les transferts monétaires, tout en négligeant des dimensions cruciales comme la santé sexuelle, les violences basées sur le genre et l'accès des femmes à l'éducation dans des domaines techniques ou scientifiques. Deuxièmement, la préférence pour les méthodes quantitatives, perçues comme plus rigoureuses, conduit à une sous-utilisation des approches qualitatives, qui pourtant permettent de capturer des nuances essentielles sur le statut et le bien-être des femmes. Enfin, les valeurs patriarcales qui dominent encore les mentalités africaines freinent la contribution des chercheurs locaux aux études de genre, limitant ainsi la production de données pertinentes et contextualisées.

Aujourd'hui, les pays africains s'efforcent de traiter les questions de genre comme un facteur essentiel pour atteindre leurs objectifs de développement durable, conformément aux Objectifs de développement durable (ODD) et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Cet engagement a été renforcé par l'adoption du Protocole de Maputo en 2003, qui vise à promouvoir les droits des femmes. Cependant, pour évaluer les progrès accomplis, il est crucial que les données générées soient disponibles et accessibles. Selon Juma (2018), seulement 55% des indicateurs des ODD utilisés par les pays africains anglophones sont désagrégés par sexe, ce qui révèle un fossé important en matière de données générées. De plus, même lorsque les données existent, elles sont souvent publiées dans des formats peu conviviaux, tels que des fichiers PDF, limitant ainsi leur utilisation et leur analyse.

Ces lacunes se reflètent également dans les limites des indices existants conçus pour mesurer l'égalité de genre en Afrique, qui font l'objet de critiques croissantes en raison de leurs biais conceptuels et méthodologiques. Dans leur article, Charmes et al. (2023) ont expliqué en détail comment les différents indicateurs relatifs au genre en Afrique, tels que l'Indice africain de genre et de développement (AGDI) ou le Tableau de bord sur l'égalité de genre en Afrique (*African Gender Scorecard*, AGS), font l'objet de nombreuses critiques. Premièrement, ces indices souffrent de biais hétéronormatifs et culturels. Certains indicateurs, comme les normes vestimentaires, les préférences pour les fils ou les pratiques telles que l'excision, ne sont pas universellement pertinents et peuvent fausser les résultats pour certains pays. Ces biais réduisent la pertinence des classements et limitent leur applicabilité dans des contextes variés. Deuxièmement, les exercices de classement suscitent souvent une résistance politique de la part des gouvernements africains, qui craignent des représentations négatives de leur pays. Cette sensibilité a conduit à l'adoption d'approches alternatives, comme l'AGS, qui met l'accent sur les réalisations plutôt que sur le classement des pays. Bien que cette approche évite les critiques liées aux classements, elle peut également limiter la capacité à identifier et à comparer les lacunes entre les pays. Enfin, de nombreux indices négligent des dimensions cruciales de l'inégalité de genre, telles que le travail non rémunéré des femmes. Bien que l'AGDI inclue des indicateurs sur l'utilisation du temps

et le travail domestique, la plupart des autres indices ignorent cette dimension. Le fardeau inégal du travail de soins, qui pèse principalement sur les femmes, reste ainsi mal reflété dans les évaluations de l'égalité de genre. Cette omission limite la compréhension des inégalités structurelles et leur impact sur le bien-être des femmes (Charmes *et al.*, 2023).

En conclusion, les lacunes en matière de données genrées en Afrique reflètent des défis à la fois historiques et contemporains. La dépendance aux idéologies occidentales, l'absence d'indicateurs adaptés aux réalités locales et la prédominance des approches quantitatives ont longtemps limité la compréhension des inégalités de genre. Aujourd'hui, malgré les progrès réalisés, grâce aux mouvements féministes et aux engagements politiques, des obstacles persistent, notamment en ce qui concerne la disponibilité, l'accessibilité et la pertinence des données genrées. Les critiques des indices existants sur l'égalité de genre mettent en lumière la nécessité de développer des outils de mesure plus inclusifs, contextualisés et participatifs. Pour combler ces lacunes, il est essentiel de développer des méthodologies qui intègrent à la fois des données quantitatives et qualitatives, tout en tenant compte des spécificités culturelles et sociales des pays africains. La disponibilité de données genrées précises et accessibles est une condition indispensable pour évaluer les progrès vers l'égalité des genres et atteindre les objectifs de développement durable. En fin de compte, une approche inclusive et contextualisée des données genrées est non seulement une question de justice sociale, mais aussi un levier essentiel pour un développement durable et équitable en Afrique.

Ainsi, la création d'un répertoire de données sur l'égalité entre les hommes et les femmes répond à un besoin critique: combler le fossé persistant en matière de données genrées surtout dans le contexte africain. En tenant compte des spécificités régionales et en adoptant une approche inclusive, ce répertoire contribuera à une meilleure compréhension des inégalités de genre et à la conception de politiques publiques plus efficaces. Il s'agit d'un pas essentiel vers l'égalité, permettant de donner une voix aux femmes et de valoriser leurs expériences dans les sphères universitaires, politiques et sociales.

Mise en place du projet d'infrastructure de données quantitatives sur l'EFH: méthodologie de recherche des données

Objectif et méthodologie du projet

L'objectif de ce projet est de développer un répertoire de données quantitatives sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans les pays africains, principalement francophones. Comme le soulignent la littérature économique et celle sur le développement, les recherches empiriques sur les questions de genre restent limitées, en particulier dans les pays en développement, y compris en Afrique, en raison du manque de données disponibles. Notre ambition est donc de rendre accessibles des bases

de données rigoureuses et crédibles, permettant aux chercheur-es d'approfondir leurs analyses sur les inégalités de genre.

Notre méthodologie de recherche commence par l'identification des objectifs du projet, dont le principal est de collecter des données sur les inégalités entre les femmes et les hommes. Ensuite, nous déterminons les dimensions clés à analyser, ce qui nous permet d'extraire des mots clés pertinents pour la recherche, tels que genre, inégalité, milieu économique, éducation et développement. En nous appuyant sur ces mots clés, nous consultons la littérature économique existante sur les inégalités de genre. À travers les rapports et les articles publiés, nous identifions les sources de données les plus pertinentes et crédibles, souvent issues de bases de données internationales, telles que les Nations Unies pour les Femmes, l'UNESCO et l'OCDE.

Nous limitons ensuite notre recherche aux pays africains francophones. En utilisant les mêmes mots clés, nous explorons les sources de données spécifiques à l'Afrique, en nous appuyant sur la littérature consacrée à cette région. Après avoir sélectionné les sources de données les plus importantes – tant au niveau international que régional –, nous vérifions si ces organisations développent des indices spécifiques permettant des comparaisons entre pays en matière d'égalité de genre.

Les étapes de recherche incluent la détermination des domaines d'intérêt, tels que les milieux économiques, les systèmes éducatifs, l'enseignement supérieur et la violence contre les femmes. Nous identifions ensuite les bases de données spécialisées dans ces domaines, comme l'UNESCO pour l'éducation, en vérifiant la disponibilité de données désagrégées par genre. Nous ciblons également les bases de données dédiées à l'analyse des questions de genre et des droits des femmes, telles que les Nations Unies pour les Femmes. Par ailleurs, nous explorons les bases de données régionales axées sur l'Afrique, comme l'Afrobarometer et la Banque Africaine de Développement. Enfin, nous recensons les bases de données nationales fournissant des données démographiques, telles que la structure de la population, l'éducation, la santé et l'emploi, en incluant des données sexospécifiques. Pour compléter ces données macroéconomiques, nous intégrons également des enquêtes ménages représentatives au niveau national, comme les enquêtes DHS (*Demographic and Health Survey*) ou EDS (*Enquêtes Démographiques et de Santé*) et MICS (*Multiple Indicators Cluster Survey*), qui permettent des analyses approfondies au niveau des pays.

Défis de recherche et solutions envisagées

Durant notre démarche de recherche, nous avons rencontré plusieurs défis majeurs. Tout d'abord, dans les bases de données internationales, les données pour les pays en développement, notamment africains, sont souvent manquantes ou incomplètes pour plusieurs années. Ensuite, certains pays ne rendent pas leurs données accessibles au public, limitant ainsi la possibilité d'analyses. De plus, les dif-

férences dans les définitions des variables entre sources internationales et nationales rendent les comparaisons entre pays imprécises. Enfin, certains retards de publication, comme ceux concernant l'indice sur le genre et le développement de la Commission Économique pour l'Afrique (2004), empêchent l'accès à des données pourtant essentielles.

Pour surmonter ces défis, nous proposons plusieurs solutions. Premièrement, nous combinons des données provenant de bases internationales et nationales pour maximiser le nombre d'observations disponibles. Deuxièmement, nous sélectionnons des variables avec des définitions proches pour permettre des comparaisons fiables entre pays et régions. Troisièmement, nous démarchons auprès des instituts de statistiques nationaux pour faciliter l'accès aux données. Enfin, nous collaborons avec des chercheur-es universitaires travaillant sur ces sujets dans différents pays, afin de bénéficier de leurs expertises contextuelles et de leurs connaissances des données locales.

En dépit des défis rencontrés, notre méthodologie de recherche vise à fournir un répertoire de données robuste et accessible sur l'égalité de genre dans la Francophonie. En combinant des sources internationales et nationales, en harmonisant les définitions et en collaborant avec des acteurs locaux, nous espérons contribuer à une meilleure compréhension des inégalités de genre et à la formulation de politiques publiques plus efficaces. Ce projet s'inscrit dans une démarche inclusive et contextualisée, essentielle pour promouvoir un développement durable et équitable en Afrique.

Conclusion

Le déploiement d'une infrastructure de données quantitatives sur l'égalité femmes-hommes constitue une contribution importante aux travaux portant sur les inégalités de genre et sur les conditions de production des savoirs dans ce domaine. En réponse à la persistance des lacunes qui affectent la disponibilité, l'accessibilité et la comparabilité des données genrées, en particulier dans l'espace francophone, ce projet vise non seulement à rassembler des sources dispersées, mais aussi à créer les conditions d'une utilisation plus rigoureuse, contextualisée et cumulative de ces données. Au-delà de sa dimension technique, cette démarche participe à la structuration d'un espace de recherche susceptible de soutenir à la fois l'analyse scientifique, l'élaboration des politiques publiques et les débats sur le développement inclusif. En ce sens, l'infrastructure en cours de déploiement ne constitue pas seulement un outil de consultation, mais un dispositif de recherche à part entière, apte à renforcer la production, la circulation et l'appropriation de connaissances sur l'égalité femmes-hommes.

Bibliographie

- Ahn, H., Minyoung, C. et Yongseok, S. (2024). Gender Gap and Gender Data Gap in Futures Research: Focusing on the Studies Employing the Delphi Technique. *Futures*, (159), 103378. doi:10.1016/j.futures.2024.103378.
- Ampofo, A. A., Beoku-Betts, J., Ngaruiya Njambi, W. et Osirim, M. (2004). Women's and Gender Studies in English-Speaking Sub-Saharan Africa: A Review of Research in the Social Sciences. *Gender & Society*, 18(6), 685-714. doi:10.1177/0891243204269188.
- Austen, S., Jefferson, T. et Thein, V. (2003). Gendered Social Indicators and Grounded Theory. *Feminist Economics*, 9(1), 1-18. doi:10.1080/1354570032000063065.
- Buvinic, M. et Levine, R. (2016). Closing the Gender Data Gap. *Significance*, 13(2), 34-37. doi:10.1111/j.1740-9713.2016.00899.x.
- Charmes, J., Wieringa, S. E., Ruzvidzo, T. et Gonzaque, R. (2023). The African Gender and Development Index: An Engendered and Culturally Sensitive Statistical Tool. *Frontiers in Sociology*, 8, 1114095. doi:10.3389/fsoc.2023.1114095.
- Chauraya, E. (2012). The african view on gender and its impact on implemented gender policies and programs in Africa. *Journal of Sustainable Development in Africa*, 14(3). <https://jsd-africa.com/Jsda/Vol14No3-Summer2012A/PDF/The%20African%20View%20on%20Gender%20and%20its%20Impact%20on%20Implemented%20Gender.Efiritha%20Chauraya.pdf>.
- Danner, M., Fort, L. et Young, G. (1999). International data on women and gender: resources, issues, critical use. *Women's Studies International Forum*, 22(2), 249-259.
- Duffy, M. E. (1985). A Critique of Research: A Feminist Perspective. *Health Care for Women International*, 6(5-6), 341-352. doi:10.1080/07399338509515710.
- Eklund, L. et Tellier, S. (2012). Gender and International Crisis Response: Do We Have the Data, and Does It Matter? *Disasters*, 36(4), 589-608. doi:10.1111/j.1467-7717.2012.01276.x.
- Fuentes, L. et Cookson, T. P. (2020). Counting Gender (in)Equality? A Feminist Geographical Critique of the «Gender Data Revolution». *Gender, Place & Culture*, 27(6), 881-902. doi:10.1080/0966369X.2019.1681371.
- Jaquette, J. S. (2017). Women/Gender and Development: The Growing Gap Between Theory and Practice. *Studies in Comparative International Development*, 52(2), 242-260. doi:10.1007/s12116-017-9248-8.
- Juma, L. (2018). *Gendered Open Data in Anglophone Africa: Bridging data gaps to advance gender equality*. Local development research institute. <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/server/api/core/bitstreams/986cb623-94f3-408d-994a-46b833425042/content>.

- Pryor, E. C. et Seck, P. A. (2019). Improving Gender Data Is Essential for Progress on Equity and Empowerment. *SSM – Population Health*, 9, 100494. doi:10.1016/j.ssmph.2019.100494.
- Stanton, E. A. (2007). Engendering Human Development: A Critique of the UNDP's Gender-Related Development Index. Political economy research institute. *Workingpaper series* (131). doi:10.7275/1282641.



OFDIG

Observatoire francophone
pour le développement
inclusif par le genre



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



Commission
canadienne
pour l'UNESCO



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

UQÀM

IREF
Institut de recherches
et d'études féministes

Relations
internationales
et Francophonie
Québec

UQÀM

Service aux collectivités
Université du Québec à Montréal

